

Prévisions budgétaires

● (1700)

Monsieur l'Orateur, personne n'ignore qu'après les instances qui me sont parvenues de partout au Canada, j'ai décidé de retarder le projet, dont le coût s'élève à 30 millions de dollars. Certaines personnes s'y opposaient parce que c'était trop considérable. D'autres prétendaient qu'il servirait principalement aux Américains, aux employés de l'Imperial Oil, et le reste. J'ai retardé le projet parce que j'ai écouté les gens. Et aujourd'hui le député de Rocky Mountain m'accuse d'avoir fait la sourde oreille. Que dois-je faire d'autre?

Une voix: Laissez voter les gens.

M. Chrétien: Un vote devrait porter sur ce qui a été la bonne ou la mauvaise décision. C'est la seule question que nous devrions poser et je sais que beaucoup de députés conviennent avec moi que c'était la bonne décision.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: En fait, les propos du député étaient tellement irréflectés que je ne sais comment y répondre. Il a parlé de nouveaux parcs nationaux. Bien sûr, la création de nouveaux parcs nationaux pose des problèmes. Il a aussi dit que tous les parcs que nous avons créés étaient situés dans des lieux reculés. Monsieur l'Orateur, dans cent ou deux cents ans, je n'aurais pas honte de voir les gens se rendre au Yukon, dans la région de Kluane, où nous avons aménagé un parc national, pour admirer les plus belles montagnes du Canada. Je n'aurais pas honte d'avoir décidé d'avoir fait un parc national de la Nahanni, la dernière rivière sauvage du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Jamais je n'aurai honte d'avoir choisi la majeure partie de l'extrémité septentrionale de la terre de Baffin pour y créer un parc national et préserver l'une des plus belles régions du Canada, non pas pour cent ans mais pour des centaines d'années.

Non seulement avons-nous créé de nouveaux parcs dans le Nord, mais nous l'avons fait plus près des centres urbains. Le parc national de la Mauricie n'est situé qu'à 90 milles de Montréal. Je n'ai pas honte d'avoir choisi la plus belle partie de la Gaspésie pour la transformer en parc national. Il est vrai que nous avons rencontré certains problèmes et que d'autres se posent encore. Je ne suis pas parfait, mais je ne crains pas de changer d'avis. Nous avons rencontré certains problèmes lors de la création du parc national de Ship Harbour qui n'est situé qu'à 40 milles de Halifax. Monsieur l'Orateur adjoint doit savoir exactement à quelle distance il se trouve de cette ville.

Il est évidemment plus difficile de créer des parcs nationaux à proximité des villes car, au fil des années, les terres sont passées aux mains du secteur privé. Mais nous avons fait beaucoup pour améliorer la situation. Le député de l'île de Vancouver, qui est actuellement ici, pourrait vous dire que nous avons pris l'une des plus belles plages du Canada et que nous l'avons incorporée au parc national de la bordure du Pacifique sur l'île de Vancouver. Le député est parfaitement satisfait de ce que nous avons choisi une des dernières belles forêts de la côte du Pacifique pour la protéger à l'intention de nos générations à venir. J'aime-

[M. Chrétien.]

rais certes qu'il existe davantage de parcs nationaux plus proches des villes. Je suis entré en rapport avec le gouvernement du Québec et avec celui de l'Ontario. J'aimerais qu'il existe un parc national dans la région de Chippawa à la limite de l'Ontario et du Québec. Je dois dire que le Québec y est plus ou moins disposé, mais j'aimerais que le député de Rocky Mountain s'adresse à ses amis ontariens et obtienne leur aide, car ce parc ne serait qu'à 200 milles de Toronto et d'Ottawa. Je ne peux qu'essayer de les persuader, mais j'ai besoin de l'aide de tous.

J'aimerais disposer de terres supplémentaires pour créer un parc national dans la baie Georgienne. Voilà des années que je suis en rapport avec le gouvernement de l'Ontario, car le parc actuel est très peu important. Mais nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord. Nous avons offert à l'Ontario les mêmes conditions qu'à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve. Nous avons, bien sûr, des problèmes, mais je suis convaincu que nous avons beaucoup progressé.

Au début de ses observations, le député de Rocky Mountain a déclaré que la question avait ses bons côtés. Je l'en remercie. J'aimerais maintenant parler de la situation qui existe à Banff et à Jasper. Il y a des difficultés parce que d'une certaine façon, nous nous trouvons dans une situation qui est simplement due à notre réussite. Nous devons nous accommoder de notre réussite. L'été dernier, presque trois millions de personnes ont visité Banff. Lorsque je fus nommé ministre, il y a cinq ans, il y avait deux fois moins de personnes qui visitaient le parc.

Il ne faut pas oublier, monsieur l'Orateur, que j'ai un mandat double. Le premier consiste à créer certaines installations pour le public et l'autre à protéger la région. Certains problèmes se posent car si l'on aménage de nouveaux terrains, on détruit l'environnement et, bien entendu, comme tous les autres Canadiens, les habitants de la région aimeraient disposer de leurs petits terrains personnels. Je signale que certaines personnes qui vivent en Alberta ou ailleurs ont des résidences d'été à Banff. C'est une chose que je n'aime pas beaucoup. C'est pourquoi nous avons décidé de nous attaquer à ce problème à la base, en Nouvelle-Écosse. Il y avait un problème à Ship Harbour, mais je pense que celui-ci peut être résolu en partie. En effet, il y a deux situations distinctes. La première, c'est celle qui concerne les gens qui ont pratiqué la pêche. La majorité d'entre eux vivent dans trois petites enclaves qui ont été exclues du parc. Il y a donc environ 150 personnes à Halifax qui ont des maisons d'été dans la région. Aussi avons-nous décidé d'exclure ces trois petites enclaves, car elles se trouvent en plein milieu du parc, ainsi que les estivants.

Bien entendu, ces derniers ont fait des démarches, en invoquant en premier lieu le cas des 25 pêcheurs concernés. J'ai parlé au gouvernement de la Nouvelle-Écosse, monsieur l'Orateur, et je pense que nous avons trouvé une formule, que connaît bien le député de Terre-Neuve qui est présent, en ce qui concerne le parc national de Gros Morne. Nous avons trouvé une formule qui semble acceptable, selon laquelle les pêcheurs se trouvant dans le parc resteront là jusqu'à ce qu'ils cessent de s'adonner à la pêche, mais s'ils veulent vendre leur maison, ils seront obligés de la vendre au gouvernement parce que, je le répète, nous ne voulons pas nous retrouver dans la même situation qu'à Banff et à Jasper.